



VACCIN ANTI-COVID-19

La chaîne du froid renforcée

Le gouvernement vient d'acquiescer, pour un montant de plus de 637 millions FCFA, de nouveaux équipements qui viendront renforcer la chaîne du froid, augmenter les capacités de stockage existantes et éviter la perte des vaccins.

Selon le ministère de la Santé, cette chaîne de froid permettra également de conserver les vaccins de routine contre la poliomyélite, la fièvre jaune et bien d'autres pathologies. Son obtention intervient après le lancement, le 9 août, du nouveau Plan de déploiement du vaccin contre la Covid-19 à travers le pays.

Page 5



Un dispositif de la chaîne du froid

DÉVELOPPEMENT AGROPASTORAL

Les éleveurs réclament l'accès aux aliments de bétail



Une porcherie dans le district de Boko/Adiac

Face aux difficultés rencontrées dans l'accès aux aliments de bétail de qualité, les éleveurs de poules pondeuses, de porcs et de bovins ont fait entendre leur cri de

Éditorial

En larmes

Page 2

détresse au ministre de l'Élevage, Paul Valentin Ngobo, afin que soit pris en compte cette problématique dans le cadre de la politique de développement de la filière maïs, soja, sorgho et niébé.

Les acteurs de ce secteur visent l'augmentation de la production nationale afin de réduire les importations des produits agropastoraux.

Page 3

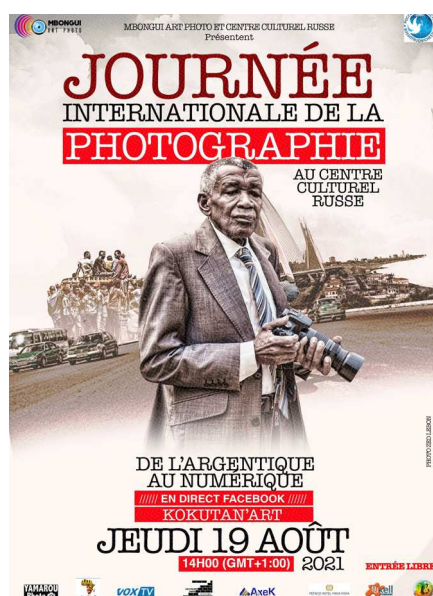
ZONE CÉMAC

La situation macroéconomique au menu du prochain sommet des chefs d'État

La capitale camerounaise, Yaoundé, abritera le 18 août, en mode présentiel le sommet extraordinaire de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

Convoqué par Paul Biya, en sa qualité de président en exercice de cette sous-région, ce sommet, au-delà des sujets d'intérêt commun, sera essentiellement consacré au rapport sur l'évolution de la situation macroéconomique dans la zone Cémac dans le contexte de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 ayant entraîné une récession économique qui a fortement impacté cet espace communautaire avec un taux de croissance de -1,7% en 2020 contre 2,5% en 2019.

Page 7



PHOTOGRAPHIE

La journée mondiale célébrée sur le thème « De l'argentique au numérique » au Congo

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la photographie, le 19 août, la plateforme Mbongui art photo organisera une table ronde au Centre culturel russe sur le thème « De l'argentique au numérique ».

Page 16

ÉDITORIAL

En larmes

La planète foot a vu l'une de ses stars les plus célébrées de ces vingt dernières années fondre en larmes, en pleine conférence de presse. Dimanche, 8 août, alors que se clôturaient à Tokyo, la capitale japonaise, les Jeux olympiques commencés quinze jours plus tôt, à Barcelone, en Espagne, Lionel Messi disait adieu au mythique club du Barça qui l'accueillait depuis 21 ans, jour pour jour, et l'avait révélé au monde.

Vingt-et-un ans de métier, trois enfants nés dans cette région espagnole qui était devenue sa seconde « patrie », puis encore, et c'est le plus expressif pour cette longue carrière d'un Léo Messi potentiellement au point à 34 ans, six ballons d'or, de nombreux sacres avec le même club catalan. Et pour ne pas la passer sous silence, une Copa américa arrachée avec lui par l'albiceleste, la sélection nationale argentine, le 11 juillet dernier, au Brésil.

Il atterrit au Paris Saint Germain (PSG). La prestigieuse équipe de football de la ville-lumière a la réputation de s'adjoindre les services des super stars, dans une certaine mesure, celles d'entre elles qui trouvent que terminer une carrière prodigieuse sans faire Paris équivaldrait à ne pas la remplir convenablement. L'Anglais David Beckham et le Suédois Zlatan Ibrahimovic étaient arrivés chacun à son tour, en 2013, pour seulement six mois, et entre 2012 et 2016, commémorer la célébrité du club de la Tour Eiffel et sa ville.

L'immense numéro 10 du Barça a signé pour deux ans au PSG. Il retrouvera alors, en plus de ses compatriotes, dont l'entraîneur Mauricio Pochettino, s'ils ne partent pas, son ami des bons moments à Barcelone, Neymar Da Silva, et aussi la « fusée » du club parisien, Kylian Mbappé. Cela constituerait une solide machine à taper dans le ballon avec ce trio de tête dont on attendra beaucoup sur les stades pour le bonheur des amateurs du sport-roi.

Réussir à gérer les humeurs de toutes ces vedettes réunies sera le travail des dirigeants du club parisien, de son coach et de son public si exigeant. Faire corriger au PSG ses échecs successifs dans les compétitions européennes de haut niveau sera exigé de Messi et de ses coéquipiers par la lumineuse ville de Paris.

Les Dépêches de Brazzaville

CONSEIL CONSULTATIF DE LA FEMME

La promotion du genre au coeur d'un échange

La secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, Antoinette Kébi, a affirmé, le 10 août à Brazzaville, à l'issue d'un échange avec les défenseuses des droits de l'homme, que l'institution dont elle a la charge apportera tout son soutien aux communautés féminines.



Antoinette Kébi (au centre) posant avec les défenseuses des droits de l'homme/Photo Adiac

L'échange entre Antoinette Kébi et les défenseuses des droits de l'homme et des autochtones fait partie d'une série de rencontres que le Conseil consultatif de la femme a initiées depuis le 2 juillet. Comme il l'a fait récemment avec les femmes parlementaires, le secrétariat exécutif du Conseil consultatif de la femme a voulu recueillir leurs doléances et susciter leur avis sur un certain nombre de problèmes qu'elles vivent au quoti-

dien. « Nous avons recueilli leur opinion sur des questions relatives à l'intégration de la femme au développement, de manière générale, ainsi que sur les difficultés auxquelles celles-ci sont confrontées dans la réalisation de leurs activités quotidiennes, afin de faire le plaidoyer auprès du gouvernement, conformément à nos prérogatives », a précisé Antoinette Kébi.

S'agissant des femmes autoch-

tones, il est question de leur assurer un soutien multiforme en vue de garantir leurs droits fondamentaux pouvant leur permettre de bien s'insérer dans la société au même titre que les femmes bantoues. « Le Conseil consultatif de la femme ne laissera aucune femme de côté, parce que notre mission c'est de réfléchir sur ce qui freine leur épanouissement auprès du gouvernement. J'ai été choquée par un reportage réalisé à Ngo, faisant état de ce que les autochtones sont empêchés d'aller écraser du fofou ou interdits de vendre leur récolte au marché par les bantous, c'est inadmissible. Nous ferons des propositions auprès des autorités afin que les contrevenants soient sévèrement punis », a-t-elle assuré.

Le Conseil consultatif de la femme est une structure étatique instituée par la Constitution du 25 octobre 2015. Il a pour mission principale d'émettre des avis au président de la République sur les questions liées à la condition de la femme.

Firmin Oyé

« Le Conseil consultatif de la femme ne laissera aucune femme de côté, parce que notre mission c'est de réfléchir sur ce qui freine leur épanouissement afin de faire des propositions auprès du gouvernement. J'ai été choquée par un reportage réalisé à Ngo, faisant état de ce que les autochtones sont empêchés d'aller écraser du fofou ou interdits de vendre leur récolte au marché par les bantous, c'est inadmissible. Nous ferons des propositions auprès des autorités afin que les contrevenants soient sévèrement punis »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Gyllin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COOPÉRATION

Mateus Paula égrène les projets soutenus par l'Union européenne

Arrivé en fin de mandat, l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo a fait, le 10 août à Brazzaville, ses adieux aux présidents des deux chambres du Parlement, Isidore Mvouba et Pierre Ngolo.

Le représentant de l'UE a rappelé que les échanges avec les présidents des deux chambres ont porté sur le partenariat entre son institution, la république du Congo et l'Afrique d'une manière générale, indiquant que beaucoup a été fait. Il a souligné que la coopération entre le Congo et l'UE est très solide avant d'égrèner les différents projets soutenus par son institution, entre autres, les appuis au port de pêche de Pointe-Noire, la protection des ressources halieutiques. « C'est un sujet qui nous tient à cœur, qui nous préoccupe. Il y a



eu une surpêche à laquelle nous avons assisté avec le risque de disparition de certaines espèces et c'est

quelque chose qu'il faut poursuivre pour que la population congolaise puisse en bénéficier », a fait sa-

voir l'ambassadeur. Il a aussi évoqué les villes résilientes

à Oyo et Nkayi en termes d'assainissement, de gestion des déchets, de traitement d'érosion, l'environnement, les aires protégées, les forêts qui sont des projets porteurs en matière agricole.

L'UE a soutenu la filière haricot, manioc, dérivés du manioc, les projets des clusters qui sont de bons précurseurs pour la vision de la mise en œuvre de la diversification de l'économie. « Ce sont des domaines dans lesquels l'UE s'est engagée et elle compte les renforcer », a-t-il conclu.

Jean-Jacques Koumba

DÉVELOPPEMENT AGROPASTORAL

Les éleveurs réclament l'accès aux aliments de bétail

L'accès aux aliments de bétail est un véritable casse-tête pour les producteurs locaux, notamment les éleveurs de poules pondeuses, de porcs, et de bovins. Alors que la nouvelle politique de l'État mise sur les filières maïs, soja, sorgho et Niébé.



Une porcherie dans le district de Boko/Adiac

L'amélioration de l'accès des éleveurs aux aliments de bétail de qualité en vue d'augmenter la production nationale est l'idée prônée par les directeurs départementaux de l'Agriculture, lors de la rencontre, le 4 août dernier à Brazzaville, avec le nouveau ministre de tutelle, Paul Valentin Ngobo.

Le monde rural congolais n'est pas assez outillé, estiment les experts, pour fabriquer de l'alimentation animale en quantités importantes, encore moins pour produire des filières destinées à la fabrication de ces aliments. L'enjeu, ajoutent-ils, se situe dans la meilleure reconnaissance de la chaîne de valeur alimentaire, des marchés de ravitaillement en matières premières et des canons de la nutrition animale : une nourriture journalière composée d'aliments standardisés sur la base de calculs concernant les besoins d'entretien et de pro-

duction animale. Pour cela, les autorités se sont alors engagées à accompagner l'entrepreneuriat local. L'idée consiste à apporter les soutiens financiers et techniques dont ont besoin certains producteurs intervenant dans la fabrication d'aliments de bétail et d'intrants agricoles. Nombreux fabricants d'aliments de bétail exercent dans l'informel sans accompagnement de l'État, à l'instar du promoteur de la société Eppavpa, Patrick Mbemba. Agronome de formation basé à Brazzaville, ce dernier conseille et vend des intrants et du matériel agricole.

Le gérant de la société Eppavpa milite pour la production à grande échelle des filières (maïs, soja) nécessaires à la fabrication d'aliments de bétail. C'est également la demande formulée par l'éleveur de porcs à Pointe-Noire, Bassangui. Cet éleveur d'une quarantaine d'années s'occupe

lui-même de la préparation des nutriments destinés à l'alimentation de ses bêtes. Le matin, par exemple, il mélange une pelle de farine de blé, une pelle de maïs écrasé, une pelle de son fin, des têtes de harengs fumés et des morceaux de pain rassis dans un demi litre d'eau.

Les activités de Patrick Mbemba et M. Bassangui sont pénibles et leur prennent beaucoup plus de temps. Ils sont obligés de continuer à produire eux-mêmes l'alimentation pour leurs animaux, puisqu'ils considèrent qu'au marché les prix des aliments de bétail importés et pré-faits sont élevés. C'est pourquoi, le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, qui veut réhabiliter les villages agricoles et relancer la production des poules pondeuses, est appelé à investir réellement dans la production des aliments de bétail et d'autres dérivés.

Fiacre Kombo

FORÊT

Le Congo promeut les sous-métiers du bois

Au total, treize fiches métiers-compétences ont été récemment validées par les acteurs du secteur forestier au Congo. Cette validation intervient après l'élaboration de ces fiches dans les pays du projet d'Appui au développement de la formation continue dans la filière forêt-bois en Afrique centrale (Adefac), qui vise à contribuer à la gestion durable des forêts du Bassin du Congo.

Il s'agit des fiches de l'aménagiste, du cartographe, du chef débardeur, du chef d'exploitation, du cubeur, du directeur de site, du mécanicien tronçonneuse, du médiateur social, du pépiniériste, du sociologue, du responsable certification, celui de la construction route ainsi que le responsable HSE.

En effet, l'équipe d'exécution technique dudit projet a été amenée à faire une répartition des tâches par les différents pays de mise en œuvre du projet, à savoir le Congo, le Cameroun, le Gabon et la République démocratique du Congo. En ce qui est du Gabon, il s'est chargé d'examiner les fiches métiers sur la transformation du bois. Le Cameroun, à son tour, s'est focalisé sur l'artisanat. S'agissant du Congo, il s'est penché sur la gestion durable des forêts.

Dans cette même lancée visant à contribuer à la bonne gouvernance de la gestion des forêts du Bassin du Congo, la sous-région continue à se mobiliser pour assurer une meilleure gestion du secteur forêt-bois. Pour cela, la Commission des Forêts d'Afrique centrale (Comifac) a initié une réunion préparatoire des pays de la sous-région au symposium international sur les forêts tropicales et l'atelier sous-régional sur la fiscalité du bois qui a été ouvert le 9 août à Brazzaville.

Cette rencontre contribue aussi à la matérialisation de l'engagement des pays d'Afrique centrale à collaborer pour la gestion durable de leurs écosystèmes forestiers tropicaux, constitués du massif forestier du Bassin du Congo, reconnu pour sa biodiversité, ses potentialités économiques, ses valeurs sociales et culturelles primordiales pour les communautés locales et autochtones. « Les écosystèmes forestiers du Bassin du Congo représentent une source de développement socio-économique des pays de la sous-région », a déclaré le secrétaire exécutif de la Comifac, Hervé Martial Maidou, à l'ouverture des travaux de l'atelier.

Gloria Imelda Lossele

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

Le Congo et le Sénégal envisagent une nouvelle approche

Reçu le 10 août à Brazzaville par le président du Sénat, Pierre Ngolo, et un jour après par celui de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, le nouvel ambassadeur du Sénégal au Congo, Abou Lo, a décliné sa mission de porter plus haut l'étendard des relations bilatérales entre les deux pays frères.

« Nous avons eu un entretien convivial avec le président de l'Assemblée nationale. Avec lui, nous avons discuté en toute fraternité de la nécessité de raffermir au mieux les rapports de coopération qui lient les deux pays, afin de consolider les acquis », a indiqué Abou Lo.

Le diplomate sénégalais et les présidents des deux chambres parlementaires ont ensuite fait le tour d'horizon de la coopération bilatérale entre le Congo et le Sénégal. Ils ont souhaité développer et élargir cette coopération afin de permettre aux populations des deux pays de tirer profit dans le cadre de la coopération sud-sud. Il a souligné, par ailleurs, que son pays va accompagner le Congo dans plusieurs domaines, notamment celui de l'agriculture où le pays jouit d'une longue expérience.

Firmin Oyé et Brunel Lindolo (stagiaire)

ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE

Des partenaires étrangers bientôt en visite à Maloukou

Le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso, a annoncé le 11 août la descente, dans quelques jours, des partenaires extérieurs à la zone industrielle et commerciale de Maloukou.

« L'Etat est en train de mettre tout œuvre pour chercher des partenaires, afin que les usines qui ne sont pas actuellement en fonctionnement puissent entrer en phase d'activité de manière globale », a fait savoir le ministre lors de sa visite dans ce site.

Quinze usines sont attendues sur ce site. Trois d'entre elles, opérationnelles et spécialisées dans le montage des tracteurs, en carrelage et dans la fabrication de tuyaux en PVC et de tuiles galvanisées ont été visitées par le ministre.

Pour valoriser ces usines, des contrats de location des entrepôts sont envisagés. Un contrat signé avec la société Eco-Camaco en est un exemple. « Le projet Eco-Camaco se fait en partenariat avec un acteur économique congolais, actionnaire à hauteur de 30%, un partenaire privé chinois, actionnaire à hauteur de



30% et l'Etat actionnaire à hauteur de 40%. Il sied de souligner que la promotion du partenariat public privé et la diversification de l'économie de notre pays

doivent permettre à des acteurs congolais en premier lieu de pouvoir participer à cet effort », a estimé le ministre.

La visite de ce site a permis

de s'imprégner des dossiers en lien avec cette zone industrielle, afin de transmettre au gouvernement des recommandations nécessaires pour la mise en œuvre effective des

usines attendues. « A travers la visite de ce site, nous avons pu toucher du doigt la matérialisation de cette vision. Nous avons bon espoir que cet actif industriel très important pour notre pays va entrer en phase de production très prochainement », a-t-il déclaré.

Les travaux de construction de la Zone industrielle et commerciale de Maloukou ont été lancés en 2011. Sur ce site, 15 usines de fabrication de matériaux de construction, 4 entrepôts de stockage et une chambre froide ont été érigés par la société Asperbras pour le compte de l'Etat congolais. A ce jour, la totalité des aménagements prévus pour l'opérationnalisation de la zone n'a pas encore été réalisée. Les voiries à l'intérieur de la zone ne sont pas encore achevées et l'adduction en eau potable n'est pas effectuée. De même, les travaux d'électrification sont aussi en cours de réalisation.

Durly Emilia Gankama

COMIFAC

Le groupe de travail gouvernance forestière en atelier à Brazzaville

Les travaux, prévus pour quatre jours, ont été ouverts le 9 août par la ministre de l'Économie forestière de la République du Congo, Rosalie Matondo.

Dans son allocution, le chargé d'affaires de la République d'Allemagne au Congo a fait savoir que le soutien de son pays se concentre actuellement, entre autres, sur la réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+), la promotion de la légalité et la certification forestière, la restauration des paysages forestiers, la promotion de chaînes d'approvisionnement, la promotion de la foresterie décentralisée et le dialogue avec la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) ainsi que la Chine en vue de promouvoir le commerce légal des bois tropicaux de manière durable entre les pays africains, la Chine et les marchés internationaux.

L'Allemagne qui entretient avec la plupart des pays d'Afrique centrale des relations étroites et constructives dans leur coopération en matière forestière et environnementale, s'est aussi engagée à apporter un ap-

pui technique au secrétariat exécutif chargé de la coordination et du suivi des actions de la Comifac, afin qu'il soit en mesure d'appliquer avec efficacité les résolutions des sommets des chefs d'Etat et des conseils des ministres d'Afrique centrale en charge des forêts, et de suivre la mise en œuvre du plan de convergence sous-régional. Pour le diplomate allemand, son pays réitère son engagement de continuer à apporter, à travers ses projets, son soutien à cette institution afin de lui permettre de jouer efficacement son rôle d'institution sous-régionale à même d'élaborer, de manière participative, des positions communes sous-régionales, à faire valoir dans le dialogue politique international sur les forêts et l'environnement. Le secrétaire exécutif de la Comifac, Hervé Martial Maidou, a pour sa part signifié que les écosystèmes forestiers tropicaux des pays de l'espace Comifac, donc du Bassin du Congo, fournissent

des services inestimables à l'humanité et font l'objet de plusieurs convoitises. Ils sont un potentiel pour le développement socio-économique de la sous-région. Cet atelier, a dit Hervé Martial Maidou, se tient dans un contexte où la communauté internationale est mobilisée pour l'élaboration du cadre stratégique post 2020 pour la biodiversité et la préparation de plusieurs conférences internationales dans le secteur forêt-environnement, à savoir le Congrès mondial de la nature de l'UICN qui se tiendra à Marseille du 3 au 11 septembre, le Symposium international sur les forêts tropicales prévue à Berlin du 7 au 9 septembre, la 26e réunion de la Conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 26) qui se tiendra à Glasgow, du 31 octobre au 12 novembre, la quinzième Conférence des parties à la convention sur la diversité biologique prévue en mars

2022 et la prochaine session du FNUF en 2022.

Ces rencontres internationales, a-t-il poursuivi, sont des opportunités pour la Comifac et ses pays membres de partager leurs expériences en matière de conservation et gestion durable de la biodiversité ainsi que la lutte contre les changements climatiques; de défendre les intérêts de la sous-région pendant les négociations, mais surtout pour la levée des fonds additionnels en faveur de la conservation des forêts du Bassin du Congo.

Ouvrant l'atelier, la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, a indiqué que l'inscription de la relance des activités du groupe de travail gouvernance forestière dans l'objectif général du présent atelier, exprime clairement que les participants à cet atelier sont bien conscients du malaise qui plane sur l'instance sous régionale. « Je peux m'en réjouir et vous féliciter pour cette prise de conscience qui constitue

à n'en point douter une étape importante franchie dans le processus de dynamisation de cet organe stratégique », a-t-elle déclaré.

Poursuivant son allocution, la ministre a souligné que le présent atelier a inscrit également dans son objectif principal « la préparation de la participation de la sous-région à plusieurs rencontres qui sont planifiées à court terme au niveau international. « La participation efficace de notre instance sous-régionale à ces différentes arènes implique des experts ici réunis, une analyse minutieuse des enjeux de chaque rencontre, un examen assidu des documents qui vous sont proposés par les partenaires et des propositions claires et pertinentes à soumettre aux décideurs qui auront selon les cas, la charge de porter la voix de la sous-région », a indiqué la ministre.

Gloria Imelda Lossele

COVID-19

Renforcer la chaîne du froid pour mieux conserver les vaccins

Le Plan national de déploiement et de vaccination contre la covid-19, révisé, fait état de quelques faiblesses concernant la chaîne du froid qui méritent d'être corrigées pour que les vaccins ne se détériorent pas. Le coût des équipements pour le renforcement de cette chaîne est estimé à 637 160 142 FCFA.

Sur 487 centres de santé intégrés, 332 disposent d'un équipement de la chaîne du froid. Sur les 52 districts sanitaires que compte le pays, 48 sont dotés des réfrigérateurs pour le stockage de vaccins. Au niveau central, à Brazzaville, le Programme élargi de vaccination dispose de cinq chambres froides positives (+2°C ; +8°C), soit une capacité nette en positif de 33 540 litres et deux chambres froides négatives (-25°C ; -15°C), soit une capacité nette en négatif de 6 250 litres. Il convient de préciser qu'une chambre froide en négatif est celle dont la température se situe en dessous de 0°C tandis qu'en positif la température est au dessus de 0°C.

L'objectif fixé par le gouvernement d'atteindre l'immunité collective, en vaccinant trois millions de personnes, soit 60% de la population, nécessite, en effet, l'approvisionnement de vaccins



en grand nombre. « Or, la chaîne du froid du niveau central sera sollicitée à court et à moyen terme par la nécessité de stocker les vaccins de routine, les vaccins des campagnes

contre la poliomyélite, la fièvre jaune... », souligne le Plan national de déploiement et de vaccination qui vient d'être révisé et validé. D'où la capacité de stockage doit être renforcée à travers

Une des chaînes du froid dont dispose le pays

l'acquisition des équipements de la chaîne du froid. Les pouvoirs publics ont récemment acquis huit équipements de la chaîne de froid de 70°C d'une capacité de 380 litres. L'Alliance

mondiale pour le vaccin, Gavi, apporte son appui pour le renforcement de la chaîne du froid à l'image des autres partenaires : la Banque mondiale, les agences du système des Nations unies, entre autres. Tenant compte des capacités de stockage existantes à tous les niveaux, la planification des approvisionnements se fera de façon trimestrielle. Un plan d'approvisionnement des doses de vaccins a été conçu à ce propos. « Il est prévu d'effectuer les commandes en début de trimestre en vue d'obtenir des livraisons trois à quatre semaines plus tard, selon le type de vaccin », précise le même document.

Il y a donc nécessité de disposer des moyens de renforcement de la chaîne du froid, au niveau central et décentralisé, afin de combler le gap en termes de capacité de stockage de vaccins.

Rominique Makaya

VIE ASSOCIATIVE

Lancement du projet de création des activités génératrices de revenus

Le représentant de l'Agence congolaise pour la faune et les aires protégées, Franck Ambéa, a lancé le 1^{er} août dernier à Ngo dans le département des Plateaux le projet « création et redynamisation des activités génératrices de revenus en faveur des communautés locales de la réserve de faune de la Léfini en lien avec la pandémie de Covid-19 ».

Le projet est exécuté par l'Association congolaise pour le développement des coopératives (Acodeco), dans le cadre de la mise en œuvre de la composante III du projet régional « Financement durable des systèmes d'aires protégées dans le Bassin du Congo ». Il fait suite à l'appel à manifestation d'intérêt ouvert aux organisations de la société civile nationale et les organisations communautaires de base du Congo, dans le projet régional CBSP-partenariat pour la conservation de la biodiversité.

Le coordonnateur du projet, Joël Kouka, a présenté à cette occasion les actions à entreprendre dans le domaine des micro-projets d'intérêt économique



La photo de famille

en vue de contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance durable et des conditions de vie.

Le projet est subdivisé en quatre composantes relatives au renforcement de la résilience communau-

taire pour accroître les efforts de la conservation de la biodiversité et de la gestion durable des ressources naturelles dans le site pilote d'aire protégée de Léfini, à l'appui à la création des activités

génératrices de revenus en vue d'appuyer le relèvement rapide des populations devenues vulnérables à cause de la pandémie du coronavirus. Les activités envisagées sont notamment celles

liées à la mise en œuvre d'un programme de formation, d'orientation et de sensibilisation sur le renforcement de la résilience communautaire contre les effets négatifs de la pandémie du coronavirus, la mise en place d'un comité de gestion et de pérennisation des initiatives communautaires dans la biodiversité et la résilience communautaire dans la réserve de faune de la Léfini et bien d'autres.

Le sous-préfet de la commune de Ngo, Aloïse Omambi a exhorté les populations à réserver un accueil chaleureux à la délégation lors de la visite de terrain pour l'identification des initiatives de développement communautaire.

Lydie Gisèle Oko

ENVIRONNEMENT

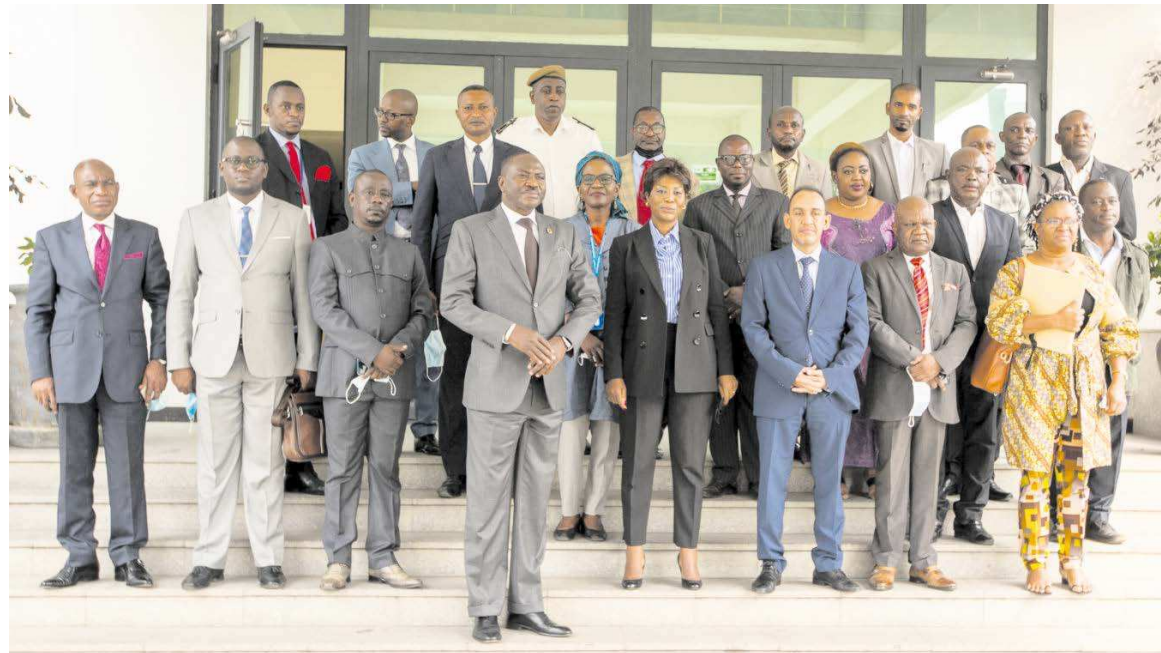
Le Pnud accompagne le Congo dans la gestion des risques de catastrophes

Un atelier de validation de la stratégie nationale pour la prévention et la gestion des risques de catastrophes a été ouvert par la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, le 10 août, à Brazzaville.

Le document initial faisant foi de stratégie nationale et plan d'action de gestion des risques de catastrophes du Congo n'avait pas pris en compte les sept objectifs clairs et les quatre priorités d'action pour prévenir les nouveaux risques et réduire les risques de catastrophes existants conformément au cadre de Sendai que le ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo a sollicité l'appui du programme des Nations unies pour le développement (Pnud) pour accompagner le pays dans ses efforts d'harmonisation de cette stratégie au cadre de Sendai 2015-2030.

C'est pour cela qu'un atelier a été organisé à Brazzaville du 10 au 12 août avec pour objectif principal de faire une revue et d'aligner la stratégie nationale de réduction de risques de catastrophes du Congo au cadre Sendai conformément au programme d'action africain, à la stratégie et au plan d'action de l'Afrique centrale.

Spécifiquement, il s'agit de développer et aligner la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes du Congo au cadre de Sendai conformément au programme d'action africain, à la stratégie et au plan d'action Afrique centrale ; développer et rendre opérationnels les politiques, la stratégie et les cadres institutionnels et juridiques



Les participants posant avec la ministre (crédit photo/MEDDBC)

de gestion des risques de catastrophes ; créer une synergie multisectorielle impliquant dans une même vision et mission toutes les parties prenantes de la chaîne de gestion des risques de catastrophes ; renforcer les capacités des institutions du Congo dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes. Le représentant résident du Pnud au Congo, Maleye Diop, a réaffirmé l'engagement de son institution à continuer à accompagner le gouvernement et les autres acteurs non étatiques à mettre en

place les cadres et les mécanismes pour mieux faire face à la récurrence des catastrophes et leur inclusion dans les efforts de développement.

Ouvrant la cérémonie, la ministre Arlette Soudan-Nonault a rappelé que, chaque jour qui passe, « nous sommes les témoins et parfois les victimes des impacts engendrés par des catastrophes naturelles ou anthropiques qui se traduisent par des pertes en vies humaines, des destructions d'infrastructures et d'habitats. Ces

impacts ont des conséquences tant économiques qu'environnementales, la pandémie de Covid-19 en demeurent l'illustration la plus douloureusement actuelle. »

Les catastrophes, les changements climatiques et le développement sont inextricablement liés car non seulement les catastrophes affectent les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, mais elles exacerbent aussi les vulnérabilités, les inégalités sociales et directement la croissance

économique, a-t-elle notifié. Pour Arlette Soudan-Nonault, les relations complexes entre environnement, changements climatiques et risques de catastrophes sont autant de défis mondiaux évidents pour le développement économique des pays, comme le rappelle l'objectif 13 des objectifs de développement durable. Les répercussions des changements climatiques peuvent prendre la forme de catastrophes naturelles avec inondations, sécheresses, vents violents, séismes, éboulements, températures extrêmes et accidents industriels. Enfin, la ministre a indiqué que ce présent atelier, qui s'inscrit dans le cadre du Programme ACP-Union européenne pour le renforcement de la résilience aux catastrophes dans les pays, les régions et les communautés en Afrique sub-saharienne, permettra au Congo d'adopter et de disposer d'un cadre méthodologique qui donnera à toutes les parties prenantes la possibilité de comprendre et cerner les mesures préventives et efficaces à adopter en cas de survenance d'une catastrophe en vue d'en atténuer les impacts ; identifier les informations et données nécessaires ; évaluer les impacts des différents aléas non quantifiables qui doivent être pris en compte et faire une évaluation chiffrée.

Bruno Okokana

COVID-19

L'Ivermectine atténue les symptômes de la covid-19

C'est la conclusion des chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris, après avoir exploré différentes approches thérapeutiques pour lutter contre la pandémie.

Des chercheurs de l'Institut Pasteur ont montré que l'ivermectine, une molécule commercialisée comme traitement antiparasitaire, protège des symptômes de la covid-19 dans un modèle animal. Ils ont observé que la prise d'ivermectine est associée à une limitation de l'inflammation des voies respiratoires et des symptômes qui en découlent. Ce traitement est également associé à une protection contre la perte d'odorat. Mais, les résultats de l'étude ne montrent pas d'effet de la molécule sur la réplication virale du SARS-CoV-2. Ils suggèrent que l'ivermectine pourrait être considérée comme « un agent thérapeutique contre la covid-19 ». Ces résultats ont été publiés dans la revue *Embo Molecular Medicine*. La maladie, causée par le SARS-CoV-2, induit généralement des symptômes respiratoires et pulmonaires pouvant entraîner, dans les cas graves, une détresse respiratoire mortelle.

Plusieurs approches thérapeutiques basées sur des antiviraux (comme le remdesivir) ou des immunomodulateurs 2 (comme la dexaméthasone, le tocilizumab) ont été étudiées pour lutter

contre la maladie mais ont présenté des effets thérapeutiques limités, rappellent les chercheurs. La recherche d'approches préventives et thérapeutiques contre la covid-19 reste donc une priorité. Les auteurs de l'étude ont montré que la prise de l'ivermectine à des doses standards permet de réduire, dans un modèle animal, les symptômes et la gravité de l'infection au SARS-CoV-2. « Nous avons choisi d'étudier l'ivermectine car c'est un modulateur allostérique du récepteur nicotinique de l'acétylcholine (nAChR). Ce choix a été basé sur l'hypothèse que le récepteur nAChR joue un rôle critique dans la pathophysiologie de l'infection à SARS-CoV-2 et pourrait donc représenter une cible pour la prévention et le contrôle de l'infection », souligne Guilherme Dias de Melo, chercheur dans l'unité Lyssavirus, épidémiologie et neuropathologie et premier auteur de l'étude.

« Nos résultats révèlent que l'ivermectine possède un effet immunomodulateur et non antiviral », a précisé le chercheur. L'OMS déconseille d'utiliser l'ivermectine pour traiter la covid-19

en dehors des essais cliniques, en attendant que davantage de données soient disponibles. A ce sujet, Guilherme Dias de Melo apporte des éclairages : « Notre étude apporte des données pré-cliniques qui démontrent scientifiquement une action protectrice de l'ivermectine pendant l'infection par le SARS-CoV-2 dans un modèle animal. Ces données sont essentielles pour appuyer les essais cliniques chez l'homme ». L'ivermectine pourrait alors être considérée comme un agent thérapeutique encourageant contre la covid-19, sans impact sur la réplication du SARS-CoV-2 mais soulageant l'inflammation et les symptômes qui en découlent.

Pour conclure, « ces travaux ouvrent la voie à des axes de développement pour de meilleurs traitements contre la covid-19 chez l'homme », a déclaré Hervé Bourhy, responsable de l'unité Lyssavirus, épidémiologie et neuropathologie et dernier auteur de l'étude. La pandémie de covid-19 a causé près de quatre millions de décès et plus de 180 millions de cas d'infection dans le monde.

Noël Ndong

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'ONU appelle à réduire les émissions de gaz à effet de serre

Le réchauffement de la planète pourrait s'accélérer plus tôt que prévu et certaines conséquences seraient déjà « irréversibles », selon le dernier constat choc des experts climat des Nations unies (Giec), publié le 9 août.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) s'est attardé sur les émissions de gaz à effet de serre autre que le CO₂, et en particulier le méthane. Ce gaz, qui répond à la formule CH₄, est le deuxième gaz à effet de serre le plus important après le CO₂. Depuis une dizaine d'années, les émissions de méthane ont augmenté de façon discontinue. Avec un pouvoir de réchauffement de l'atmosphère près de trente fois supérieur à celui du CO₂, il constitue désormais un levier crucial dans l'ambition de contenir le réchauffement global sous la barre des 2°C.

Sophie Szopa, directrice de recherche de la CEA, et spécialiste de la chimie atmosphérique, a coordonné la rédaction du chapitre du rapport portant sur les émissions des autres gaz à effet de serre.

« Les autres gaz à effet de serre ne sont pas oubliés dans les mesures de réduction puisque depuis le protocole de Kyoto de 1997, les autres gaz à effet de serre sont pris en compte dans les engagements de réduction. Ce que l'on met en lumière dans le 6^e rapport, c'est que le réchauffement observé est de 1,09°C pour la décennie 2010 par rapport à la fin du XIX^e siècle et qu'il est intégralement dû aux activités humaines », a-t-elle expliqué. On y montre également que les émissions du méthane contribuent à une part importante du réchauffement global puisqu'elles représentent 0,5°C sur le total. Il s'agit là des émissions de méthane, c'est-à-dire sous la forme de concentration de méthane, mais également les effets indirects du méthane puisque sa transformation dans l'atmosphère produit un autre gaz à effet de serre puissant : l'ozone. Donc le réchauffement induit par le méthane est à peu près la moitié de celui du CO₂, sur la même période.

Les experts de l'Onu jugent que la responsabilité de l'humanité dans le réchauffement climatique est « sans équivoque ».

L'humanité, déjà frappée par des canicules et des inondations en série, n'est pas au bout de ses peines. Selon le rapport, le réchauffement de la planète pourrait atteindre le seuil de +1,5 °C autour de 2030 au lieu de 2040, date fixée par la précédente estimation du Giec en 2018.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE CENTRALE

Signature d'un accord sur l'appui au PAC et au Priasan

Le président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilberto Da Piedade Verissimo, et le coordonnateur du bureau sous-régional de la FAO en Afrique centrale, Hélder Mutela, ont signé, le 9 août, un accord du projet portant sur l'appui à la CEEAC pour la formulation de la Politique agricole commune (PAC) et le Programme régional d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Priasan) de seconde génération.

La cérémonie de signature de l'accord s'est déroulée en présence du directeur du Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine, le Dr Nick Nwankpa, et des experts des deux institutions. La signature de l'accord a été précédée par la lecture des allocutions au cours de la cérémonie par les trois hautes personnalités suscitées.

D'un montant total de 206 000 dollars américains, soit 115 000 000 F CFA sur une durée d'un an. Ce projet d'appui à la CEEAC vise à faire le bilan à mi-parcours et partant, sur la base des leçons apprises, définir de nouvelles priorités pour une politique agricole commune et pour les investissements catalyseurs clés de deuxième génération, conformément aux engagements continentaux et à l'agenda 2030 ainsi que dans le cadre de la réponse à la pandémie de covid-19.

Les orateurs ont souligné que cette actualisation se traduira non seulement par un ajustement, mais aussi et surtout par une valeur ajoutée certaine aux deux principaux documents de stratégie du secteur agricole sous-régional, conformément au cadre de résultats



continentaux du PDDAA 2020-2025. Elle permettra également à la CEEAC de répondre aux nouvelles préoccupations de développement du secteur agricole dans la région. Il s'agit, par la même occasion,

de prendre en compte, de manière systématique, les thématiques émergentes, y compris le genre, l'agriculture intelligente face aux changements climatiques, la biosécurité, la réglementation phytosanitaire

Echange de documents entre les deux parties

et semencière, la tenure foncière, de l'irrigation et la mécanisation agricole.

Le président de la Commission de la CEEAC s'est félicité de « la constante sollicitude » du Bureau sous-régional de la

FAO pour l'Afrique centrale, à l'endroit de la CEEAC. Une sollicitude qui, selon l'ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo, permettra à la CEEAC de bénéficier cette fois d'une facilité de réviser la politique agricole commune et son instrument de mise en œuvre qui est le Programme régional d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de répondre aux attentes des Etats membres, notamment en matière de diversification de leur économies, d'industrialisation, de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour être mieux préparés à accéder aux marchés des produits écologiques dans le contexte de la Zone de libre échange du continent africain. Pour sa part, le coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO en Afrique centrale a réitéré la disponibilité de la FAO à consolider les partenariats aux niveaux national et sous-régional, afin de garantir l'avancement du programme pour l'éradication de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes, une utilisation plus durable des ressources naturelles et une plus grande diversification des systèmes alimentaires.

Yvette Reine Nzaba

Le Cameroun abrite le sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Cémac

Les dirigeants des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) vont se retrouver le 18 août en présentiel, à Yaoundé, pour un sommet extraordinaire sur convocation du chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, président en exercice.

L'information a été officialisée le 10 août, à Douala, au cours de la session extraordinaire du conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC). Au-delà des autres sujets d'intérêt commun qui feront l'objet d'un examen minutieux, les assises seront essentiellement consacrées au « rapport sur l'évolution de la situation macroéconomique dans la zone Cémac en contexte de pandémie de Covid-19 et analyse des mesures de redressement » a indiqué le président de la Commission de la Cémac, Daniel Ona Ondo.

La conférence des chefs d'Etat se tient dans un contexte particulier, marqué notamment par les en-

jeux sécuritaires préoccupants dans la sous-région, la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, l'échéance de la première génération des programmes avec le Fonds monétaire international, les

dont les effets dévastateurs ont déstructuré l'outil de production.

Le sommet a pour but de faire face à la dégradation de la situation économique en contexte de Covid-19. Une pandémie qui a entraîné une

à 2,7%, signe d'une reprise économique envisagée, la situation socioéconomique n'est guère reluisante pour l'Afrique centrale, d'autant que cette économie, adossée sur le pétrole qui représente plus de 80% des sources de

l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousman Mey, par ailleurs président tournant de l'UEAC.

Le prochain sommet des chefs d'Etat, le premier à se tenir en présentiel depuis l'irruption de la pandémie, constitue une phase décisive pour l'avenir de la Cémac aussi bien dans la perspective de la relance économique post-Covid que sur l'intégration communautaire où l'implémentation de certaines décisions reste attendue du fait des blocages entretenus par des Etats, sans oublier les nominations dans les institutions sous-régionales pour apporter une réponse adéquate à la caducité des mandats.

Y.R.Nz.

« Plus de vigilance et d'efficacité dans la gestion des finances publiques de la communauté »

négociations et les conclusions d'une seconde phase de programmes économiques et financiers entre Bretton Woods et les pays de la Cémac dans le cadre de la Facilité élargie de crédit et du Mécanisme élargi de crédit et surtout la crise sanitaire liée au coronavirus

récession économique mondiale à 3,3% et dont la zone Cémac est particulièrement impactée, avec un taux de croissance communautaire de -1,7% en 2020 contre 2,5% en 2019. C'est dire que malgré une croissance projetée à 1,7% en 2021 et les tensions inflationnistes

revenus pour la plupart des pays, fait l'objet d'une dépréciation des cours sur le marché international. Une conjoncture difficile qui exige « plus de vigilance et d'efficacité dans la gestion des finances publiques de la communauté », selon le ministre camerounais de



QUIBDO AFRICA FILM FESTIVAL

14-18
SEPTEMBRE
2021

QUIBDO
AFRICA
FILM
FESTIVAL
#3

Liputta Swagga collection | Rey Mangouta / © Culture Trip

AFRIQUE CENTRALE

Lancement du programme d'appui à la stratégie de sûreté et de sécurité maritimes

Une délégation des intervenants au Programme d'appui à la stratégie de sûreté et de sécurité maritimes en Afrique centrale (Passmar) s'est entretenue, le 10 août, avec le président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilberto Da Piedade Verissimo.

La délégation des intervenants au Passmar était conduite par le chargé d'affaires par intérim à la délégation de l'Union européenne (UE) à Libreville, Jean Jacques Forte. Les entretiens ont porté sur le démarrage des activités du Passmar dont la Convention de financement entre l'UE et la CEEAC a été signée depuis le mois d'avril 2018.

A la suite des contingences diverses, le lancement des activités du Programme a enregistré un grand retard et les deux parties se sont accordées pour le démarrage officiel du Programme dès le mois de septembre. Ce démarrage interviendra en pré-



sence des Etats membres de la Communauté, en marge de la première réunion du Comi-

té de pilotage, précédée d'un atelier technique.

Rappelons que le Passmar

Gilberto Da Piedade Verissimo posant avec les membres de la délégation

visé à renforcer la sûreté et la sécurité maritimes en Afrique centrale. De ma-

nière concrète, la mise en œuvre opérationnelle du Programme permettra de renforcer la gouvernance maritime et la maîtrise des espaces maritimes ; d'adapter les cadres juridiques nationaux/régionaux aux standards internationaux ; de renforcer l'application des lois dans les Etats membres ; de faciliter et de coordonner l'implication accrue de la société civile et du secteur privé dans le processus de politique maritime intégrée.

Les équipes techniques ont reçu mandat d'amorcer les préparatifs liés à ce démarrage sous la supervision du Commissaire aux Affaires politiques, paix et sécurité.

Yvette Reine Nzaba



PROGRAMME DU JOUR
JEUDI 12 AOÛT 2021

- 06.00 PLAYLIST
- 08.00 DOC: KINSHASA
- 09.00 SOLOLA BIEN
- 10.00 CINÉMA: HAVRE DE PAIX
- 11.45 ENTREPRISES
- 12.00 COKTAIL
- 12.30 ARCHRIST
- 13.00 PLAYLIST
- 14.00 TALK 243
- 14.30 ON FLEEK LIVE
- 15.10 TOP CLIPS
- 16.00 RAP CONGOLAIS
- 17.00 CANAN CLUB
- 17.30 PROJECTEUR
- 18.00 CDIRECT INSIDE
- 18.15 ENTREPRISES
- 18.30 DOC: BRAZZAVILLE
- 19.30 INITIATIVE AFRICA
- 20.00 DOC: INVESTIR AU CONGO (EXCLUSIF)
- 21.00 CINÉMA: LE DERNIER VETERAN
- 22.30 TOP CLIPS
- 00.00 PLAYLIST

20.00



21.00



"Le mieux dans l'investissement c'est de se lancer. les congolais de plus en plus nombreux s'intéressent aux affaires "




CARNET ROSE



Nous, enfants du ministère «La Main-Puissante de l'Eternel (MPE)», du visionnaire Antoine Assama, rendons gloire à Dieu pour la cinquantième bougie qui vient de s'allumer, puis d'être soufflée dans la vie de notre très chère et tendre maman Judith Assama née Aleba et du port du galon de lieutenant-colonel.

Tous nos souhaits de longévité, de paix, santé et bonheur.

Que l'Eternel accomplisse ses desseins dans votre vie.

Fructueux anniversaire «Maman colonel»

IN MEMORIAM



7 août 2019- 7 août 2021, deux ans déjà qu'il a plu au Tout-Puissant de rappeler à lui notre cher époux, papa et pépé Jean Pierre Kimbassa, chef mécanicien, conducteur hors classe au CFCO à la retraite.

Le temps qui passe ne peut diminuer la douleur de cette séparation. En cette date de triste anniversaire, les veuves, enfants et petits-enfants Kimbassa prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui.

JPK ! À jamais gravé dans nos coeurs. Des messes ont été dites en sa mémoire en l'église Saint-François-d'Assise, située en face de l'Institut français (Ex-CCF).

Que le Seigneur t'accorde une place de choix dans son royaume.

NÉCROLOGIE

La famille Andaké et Mboulé Béatrice ont le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fils et époux Vincent Andingui, survenu le 27 juillet 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°41, rue Opangui, quartier lycée Thomas Sankara vers la ligne haute tension à Mikalou II.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



André Ngoya, Gaston Obili et Mme Anne Okemba, ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur frère Jean Marcel Okemba, survenu le samedi 7 août 2021. La veillée mortuaire se tient à la rue Ollemé n° 40 au quartier Petit-chose à Talangai (Arrêt de bus : Boulangerie sur la rue Ndolo).



La famille Mahoukou a la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, père et oncle Faustin Tissa Mahoukou, survenu le mercredi 4 août 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°6 de la rue Moubonzi à Mikalou 2.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :** Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace, Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



DISTINCTION

Jean-Patrice Keka lauréat du Prix Lifesaver 2021

Le prix a été décerné à l'ingénieur congolais par « People for the ethical treatment of animals » (PETA), la plus grande organisation mondiale pour les droits des animaux, qui compte plus de six millions et demi de sympathisants dans le monde.

Jean-Patrice Keka Ohemba Okese a reçu le prix pour avoir renoncé à envoyer dans l'espace un cobaye surnommé « Galaxinaut », dans le cadre de son programme spatial Troposphère 6, développé par son entreprise Développement Tous Azimuts (DTA) et soutenu par la suisse. « Pour ses efforts remarquables afin d'interdire toute utilisation d'animaux dans les expériences spatiales menées par sa société congolaise, Développement Tous Azimuts, et pour avoir sauvé la vie de Galaxinaute, le cobaye qui aurait été envoyé dans l'espace à bord de la fusée Troposphère 6 », écrit la britannique Ingrid Newkirk, présidente de PETA.

Interdire l'utilisation d'animaux dans les expériences

En effet, Jean-Patrice Keka Ohemba Okese a renoncé à envoyer le cobaye après avoir reçu une lettre de PETA et de sa filiale PETA Suisse, l'exhortant à annuler son projet d'envoyer le petit animal dans l'espace. En guise de gratitude, PETA a décidé de décerner à Jean-Patrice Keka son prix Lifesaver Award 2021. Dans sa lettre, PETA avait écrit : « Nous écrivons au nom de People for the Ethical Treatment of Animals (PETA)

États-Unis, la plus grande organisation mondiale de défense des droits des animaux, avec plus de 6,5 millions de membres et de sympathisants, et son organisation partenaire PETA Suisse, concernant le prochain lancement, soutenu par la Suisse, par votre entreprise congolaise, Développement Tous Azimuts (DTA), de Troposphère 6, lancement auquel le Premier ministre Jean-Michel Lukonde aurait promis d'assister. Nous comprenons que cette navette tentera apparemment d'aller dans l'espace, enverra un satellite à une altitude de 200 kilomètres, et emportera à bord un cobaye nommé Galaxinaut, qui retournera en parachute sur Terre. Sur la base des informations ci-dessous, nous vous exhortons à interdire l'utilisation d'animaux dans les expériences et transférer Galaxinaut dans un sanctuaire animalier agréé pour vivre en paix, au lieu d'être forcé de subir un vol spatial terrifiant. Si vous êtes prêt à le faire, nous vous récompenserons volontiers au niveau international pour votre participation à la course spatiale ».



Pour sa part, Jean-Patrice Keka Ohemba Okese avait répondu : « Après avoir suivi avec intérêt vos arguments pertinents, je prends la ferme résolution et l'engagement de décréter une interdiction totale de l'utilisation d'animaux dans les expériences spatiales de DTA, et à côté de cela, nous abandonnons notre projet de mettre Galaxinaut à bord de ce lancement en vous confirmant qu'il sera immédiatement remis dans son milieu naturel. Au lieu de cela, la cap-

sule Mpongo (navire) sera équipée de divers capteurs, ce qui est une méthode alternative pour obtenir le même résultat sans utiliser d'animaux ».

Les animaux ne sont pas des astronautes

Pour Shalin Gala, vice-président de PETA, Jean-Patrice Keka a agi rapidement et de manière décisive pour épargner à un cobaye vulnérable un voyage dans l'espace terrifiant, déroutant et potentiellement mortel. « Les animaux ne sont

pas des astronautes », a-t-il déclaré. A ce sujet, PETA avait indiqué : « Les cochons d'Inde sont des animaux sociaux qui communiquent entre eux en se léchant, en couinant et en gazouillant. Ce sont aussi des proies, alors ils creusent et se cachent lorsqu'ils se sentent menacés. Piéger Galaxinaute seul dans une navette et le lancer dans l'espace sera sans aucun doute une expérience extrêmement anxiogène, voire mortelle, pour le cobaye. La société a déjà perdu un animal, un rat nommé Kavira, lors d'un précédent lancement de Troposphère 5, qui s'est écrasé contre un rocher. Kavira n'a jamais été retrouvé et a été présumé mort. Cela n'aurait jamais dû arriver en premier lieu, et cela ne devrait pas se reproduire ».

À la suite de campagnes vigoureuses de PETA, la NASA et l'Agence spatiale européenne – qui représente la Suisse parmi ses 22 États membres – ont mis fin aux expériences spatiales sur des singes, et les agences ont reconnu que les résultats de ces expériences n'étaient pas pertinents pour les astronautes humains.

Patrick Ndongidi

PORTRAIT

Enongo Lumumba-Kasongo engagée dans l'Afro-futurisme

Née aux états d'une mère ivoirienne, professeure à l'université Cornell, et d'un père congolais (RDC), professeur au Wells College, Enongo Lumumba-Kasongo, connue sous son nom de scène « Sammus » est une artiste, productrice de hip-hop, enseignante en sciences et mathématiques ainsi qu'en musique.

Enongo Lumumba-Kasongo est titulaire d'un doctorat en sciences et technologies de l'université Cornell, obtenu en 2019. Sa thèse examine la politique des studios d'enregistrement qui travaillent avec les communautés mal desservies. Elle est actuellement et, pour deux ans, chercheuse post-doctorale à l'Université Brown dans le département de musique, avec une spécialisation dans l'esthétique et les techniques de la musique de la diaspora africaine. Elle va débiter comme professeure assistante en 2022, pour dispenser des cours sur l'écriture des chansons hip-hop, les pratiques d'enregistrement ainsi que les musiques féministes. L'enseignante est également chercheuse post-doctorale au Cogut Institute for the Humanities. Depuis 2019, elle enseigne à l'Université Brown sur les sujets suivants : « Feminist Sonic Futures », « Poetry in/to Performance » et « Rap as Storytelling », qui examine les éléments de la narration dans un large éventail de formes de hip-hop.

De 2017 à 2018, Enongo-Lumumba-Kasongo a été enseignante au département de technologies, culture et société de l'université de New-York, dans le département

science, technologie et société de la Tandon School of Engineering, où elle a enseigné les sujets suivants : « The politics of sound », « Science and feminism » ainsi que « Science and pseudoscience ». De 2012 à 2016, elle a enseigné au département des études scientifiques et technologiques de l'Université Cornell, où elle a dispensé les cours suivants : « The politics of sound », « Introduction to sound studies », « Introduction to science and technology studies » ainsi que « Ethical issues in health and medicine ». En 2016, elle a également enseigné l'introduction aux études américaines au département d'études américaines de l'Université Cornell, Ithaca, NY

Spécialiste du son

Enongo Lumumba-Kasongo est également directrice du son dans un studio de jeux vidéo dirigé par des femmes appelé « Glow Up Games ». Ce studio a travaillé avec la célèbre série télévisée « Insecure », diffusée par HBO. En effet, « Glow Up Games » a développé le jeu « The Come Up Game », qui permet aux joueurs de rapper, de créer leur style personnel et d'interagir avec le genre d'amis qu'aurait pu avoir Issa, person-

nage principal d'Insecure. Elle est également membre du collectif hip-hop The KEEPERS, un collectif international dirigé par des femmes noires, rassemblées autour d'une mission commune : mettre en avant la contribution des femmes à la culture hip-hop. En outre, Enongo est également co-productrice d'un podcast mensuel sur le fait d'exister / survivre en tant que créatif. Elle est également membre du conseil consultatif du programme arts sonores et industrie de l'université Northwestern à Chicago. Les domaines de recherche d'Enongo Lumumba-Kasongo sont l'afrofuturisme, les études sonores, le féminisme noire, la conception et la performance sonores de jeux vidéo, ainsi que les études et performances hip-hop.

Goût pour la musique et les jeux vidéos

Le père de Sammus et sa mère ont élevé leurs enfants à Ithaca, New York, où Sammus a non seulement développé son identité, mais son goût pour la musique de jeux vidéo. Son frère aîné jouait souvent et elle écoutait. Ainsi, Enongo Lumumba-Kasongo a fait ses débuts dans la musique sous l'influence



Enongo Lumumba-Kasongo

de son frère aîné. « Un été, alors que j'étais au lycée, il m'a essentiellement montré comment faire des beats sur l'ordinateur », a-t-elle fait savoir au cours d'une interview, publiée par l'Université Brown. Elle a continué à produire des beats, mais n'a jamais mis de paroles sur cette musique, avant d'avoir obtenu son diplôme universitaire et de devenir professeure de mathématiques et de sciences à l'école primaire.

Son objectif était d'écrire sur les matières qu'elle enseignait afin d'inspirer ses élèves. « Je voulais

essentiellement faire des chansons sur la façon dont c'était cool d'être un nerd », a-t-elle expliqué (Un nerd est une personne solitaire, passionnée voire obnubilée par des sujets intellectuels, peu attractifs, inapplicables ou fantasmagiques, et liés aux sciences et aux techniques). « Mais ensuite j'ai montré mon travail à beaucoup d'adultes autour de moi et ils se sont dit : oh, c'est cool, j'aime votre point de vue. Donc à partir de là, j'ai continué », a rappelé Sammus.

P.Nd.

KASSAV'

Jacob Desvarieux a créé une passerelle entre l'Afrique et les Antilles

A la base guitariste, le chanteur décédé le 30 juillet a ramené dans le groupe les influences des musiques africaines dont il assurait certains arrangements, à l'époque où il était ingénieur de son et technicien de studio à Liancourt, en France.

« Le zouk a été influencé par nos musiques africaines », a souligné José Nzolani au Courrier de Kinshasa. Pour preuve, l'animateur radio et grand mélomane résidant à Paris a soutenu que le père du zouk, feu Jacob Desvarieux, « connaissait très bien notre musique ». « Il suffit de regarder sur les pochettes d'anciens disques, son nom y figure l'on n'y fait juste pas attention », a-t-il affirmé. Dès lors, le chroniqueur nous renvoie à l'époque où ingénieur du son au studio Joanna, il a contribué à la réalisation de plusieurs titres de musiciens africains dont il a reproduit certaines rythmiques dans Kassav'. Savoir qu'il était le pilier du célèbre groupe qui au départ expérimental s'est appuyé sur l'expertise du requin de studio imprégné par les diverses collaborations à sa portée. Ainsi, José Nzolani nous apprend que « les cuivres de Kassav' sont inspirés de la musique de Manu Dibango », le regretté saxophoniste camerounais, légende de la musique africaine, également emporté par la Covid-19 l'an dernier. En outre, nous indique encore l'animateur radio, les deux Congo aussi ont un tantinet été une source d'inspiration du zouk tel que rendu

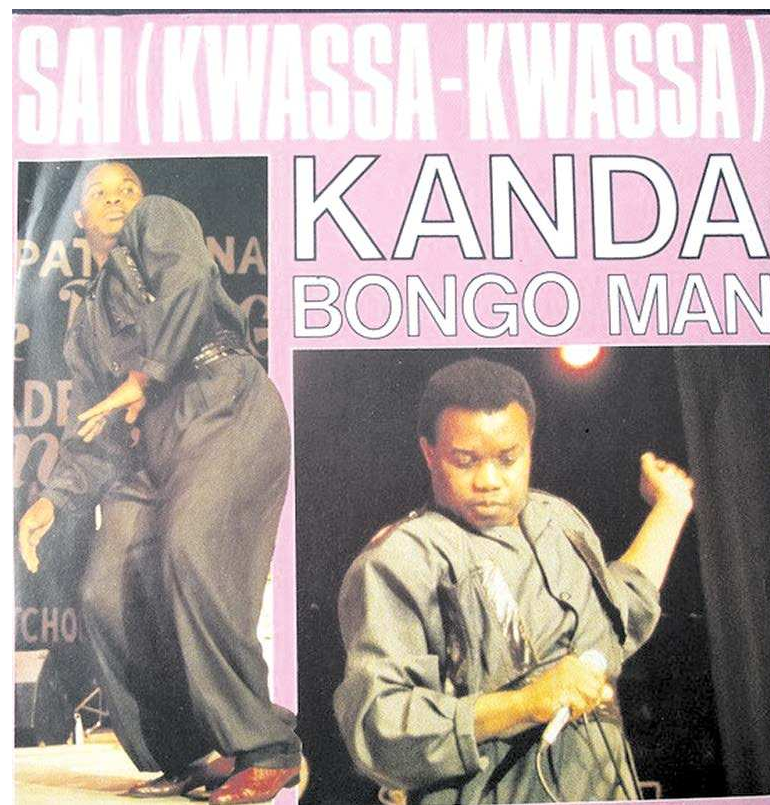


par Desvarieux au milieu des années 1980. C'est le cas notamment « du tube Missengué de Pierre Moutouari qui a donné lieu à Oh Madiana », l'on se souvient de ce sacré tube de Kassav' rendu à merveille par la voix cassée de Jacob très appréciée par les mélomanes en featuring avec Georges Décimus. « La danse kwassa-kwassa, popularisée par Kanda Bongo, reprise par Pepe Kalle et Zaïko que l'on retrouve dans Syé bwa de Kassav' », à chaque fois ce sont des titres que Jacob s'est chargé lui-même d'en rendre la teinte à travers le charme naturel de sa voix. Mine de rien,

à y regarder de près, la gestuelle était la même quoique, dans le cas de Kassav', l'on ait associé le geste à celle d'une scie servant à couper le bois, d'où le titre Syé bwa en créole ou Scier bois en français.

Une passerelle entre l'Afrique et les Antilles

Par ailleurs, dans le cas de « la musique de Kanda Bongo, le soukous, était une adaptation de la rumba avec les musiques antillaises », nous rappelle le chroniqueur congolais. Ainsi, la rencontre des musiques africaines et antillaises ont été fréquentes en studio.



C'est donc sans vraiment forcer, de façon quasi naturelle, que Jacob Desvarieux est parvenu à créer une passerelle entre l'Afrique et les Antilles. Savoir qu'il a su tirer le meilleur des expériences forgées le long des collaborations. Il faut retenir, en effet, qu'il a aussi notamment collaboré avec Georges Seba et Toto Guillaume.

De son côté, Jean-Claude Nemro a joué du clavier dans l'album Deuxième mi-temps du Trio Madjesi. Et, le Camerounais Guy Nsagué qui a joué de la basse dans un des albums de Sam Mangwana s'est retrouvé à jouer dans Kassav' en remplacement de

Décimus. Autre chose, « un des choristes de Kassav' n'est pas Antillais », nous a fait savoir José Nzolani. Savoir qu'il s'agit de « Jean-Jacques Seba, fils de Georges Seba » cité plus haut. Ainsi, les va-et-vient entre artistes africains et antillais ont produit des échanges qui ont donné le jour à des prodiges. Les œuvres produites sont appréciées des mélomanes tant Africains qu'Antillais et pas que, s'il faut s'en tenir au succès de Kassav'. Le groupe a aligné des tubes et a établi sa popularité dans le monde, la France elle-même conquise en premier.

Nioni Masela

COVID-19

Bientôt l'assouplissement des gestes barrières

Au cours d'une conférence de presse le 11 août, le secrétaire technique du Comité multisectoriel de lutte contre la covid-19, Jean-Jacques Muyembe, a annoncé incessamment l'allègement des mesures barrières à la suite de la baisse sensible des cas de covid-19 dans la ville de Kinshasa.

Plusieurs propositions ont été faites dont la primeur de l'information sera accordée au chef de l'État lors de la réunion de la task force covid-19, a indiqué Jean-Jacques Muyembe. « L'équipe de riposte à cette pandémie se réunira dans les prochains jours autour du président de la République pour lui faire état de cette régression des cas de contamination dans la capitale congolaise », a-t-il expliqué. Parmi les recom-

mandations de cette équipe, le Dr Muyembe fait savoir qu'il s'agit entre autres de l'allègement du couvre-feu et l'assouplissement de certaines mesures dont il ne révèle pas des détails. « Nous avons passé en revue toutes les mesures édictées pour faire face à la troisième vague. Actuellement à Kinshasa, il y a une diminution sensible des cas. Nous avons donné plusieurs propositions que

nous ne pouvons pas encore dévoiler maintenant. C'est le président de la République qui nous annoncera les différentes mesures. Je pense que dans les jours avenir nous aurons une réunion autour de lui pour édicter les mesures que le comité multisectoriel a proposées dont l'assouplissement de certaines mesures et le renforcement des autres, tout en tenant compte de la situation de cer-

taines provinces ».

Quant à la levée du couvre-feu, le Dr Muyembe a déclaré : « Je suis sûr que le couvre-feu ne sera pas supprimé comme tel mais ça sera allégé ». Toutefois, Jean-Jacques Muyembe a insisté sur le respect des mesures barrières car, a-t-il martelé, si les gestes barrières ne sont pas respectés la situation peut tourner autrement en cas de relâchement.

Blandine Lusimana

CRISE À LA CÉNI

Mbonigaba propose le pilotage du processus électoral par l'Union africaine

La désignation du prochain président de la Centrale électorale suscite des réactions en sens divers, à travers le territoire congolais.

Spécialiste des questions électorales, de démocratie et de développement en Afrique au regard d'une trentaine d'articles, ouvrages, interviews audiovisuelles et autres communications autour de ces thèmes, Modeste Mbonigaba Mugaruka a indiqué que les élections n'auront véritablement tout leur sens, tout leur contenu et toute leur portée que le jour où le votant aura imprimé dans sa tête le mental du propriétaire.

Pour lui, la démocratie doit aller au-delà de la simple procédure, pour devenir un comportement guidé par le souci de prendre part à une œuvre commune dans la tolérance et l'esprit d'ouverture. Quant au développement, Mbonigaba note que cela se construit premièrement dans la tête, on ne peut pas se développer si on n'a pas une mentalité de développement. Considérée comme le socle, le point de départ de tout le reste, l'urne (les bonnes élections) constitue la fondation sur laquelle doit s'édifier un Congo-Kinshasa réellement porteur d'espoirs non seulement pour lui-même mais aussi pour sa sous-région. Aussi donne-t-il son opinion sur l'actuel blocage constaté dans la procédure de désignation du président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

«La crise à laquelle nous assistons présentement concernant la Céni est le point culminant d'une expérience



Modeste Mbonigaba Mugaruka

qui, dès le départ, avait montré ses faiblesses s'agissant de la structuration interne de la composante «Confessions religieuses». Dès le début de la transition post Dialogue intercongolais de Sun City, la désignation de l'abbé Apollinaire Malu Malu, pourtant issu de l'Église catholique, ne s'était pas, en effet, faite de façon heureuse pour tout le monde. Ce fâcheux précédent se répétera pour toutes les échéances ultérieures jusqu'au paroxysme de 2018.

Au lieu de réfléchir sérieusement, comme l'avait demandé la quasi-unanimité de la société congolaise, sur une réforme en profondeur de tout le système électoral, on a cherché à reconduire, pour 2023, les tares qu'il fallait pourtant éradiquer. Et là, les deux ténors des Confessions religieuses semblent avoir définitivement dit niet », fait-il observer.

Pour lui, l'on doit se rendre à l'évidence que cette crise va au-delà de la Céni et est en ré-

alité l'arbre qui cache la forêt ; c'est la crise de la gouvernance globale, non seulement en République démocratique du Congo, mais aussi un peu partout en Afrique. « Les élections ont, en effet, cessé de jouer leur véritable rôle ou ne l'ont jamais joué, celui d'être ce moment fort où le patron (ou employeur) change ou reconduit son employé. Aujourd'hui en Afrique, les élections servent plus à donner un semblant de légitimité à des pouvoirs qu'à choisir

réellement des dirigeants », affirme Modeste Mbonigaba. D'après lui, on devra sortir des sentiers battus pour se détourner de cette impasse. « Il faut commencer par admettre humblement qu'on s'est littéralement planté pour avoir ainsi le courage de la remise à zéro des compteurs. Nous sommes co-fondateurs de l'Union africaine (ex-OUA), nous devrions courageusement accepter de mettre entre parenthèses notre souveraineté pour confier à cette organisation continentale le pilotage d'un processus électoral véritablement fondateur d'un nouvel ordre politique au Congo Kinshasa et même au-delà », propose-t-il.

Et de conclure : « Mais, il faut d'ores et déjà préciser les choses au sujet du profil des personnes appelées à faire partie de cette équipe et surtout les pays dont elles proviendraient. Il faudrait, en effet, chercher ces hommes et femmes du côté des pays qui sont effectivement des exemples à imiter comme le Botswana, le Ghana, Le Cap-Vert, l'Île Maurice. Pour donner encore plus de vigueur à cette équipe, on pourrait la renforcer par un quartet de pays européens et autres peu suspects de relents néocolonialistes ou impérialistes comme la Suède, le Danemark, la Norvège et le Japon ».

Martin Engimo

SUD-KIVU

Les prisons en état de délabrement

Les prisonniers manquent de tout : nourriture, soins médicaux... Toutes ces préoccupations ont été portées à la connaissance du vice-ministre de la Justice, Amato Bayubasire, au cours d'une audience qu'il a accordée dernièrement à la délégation de la société civile du Sud-Kivu, conduite par Adrien Zawadi, président du bureau de coordination de la société civile de cette province.

Au cours de l'échange avec le n°2 du ministère de la Justice sur les réformes dans ce secteur, la délégation a voulu s'informer de la situation des prisons et des prisonniers dans leur province. Selon Adrien Zawadi, les conditions carcérales dans lesquelles vivent les détenus dans les prisons du Sud-Kivu sont déplorable. «De manière particulière, nous avons des prisonniers qui meurent de faim. On voulait savoir ce que le gouvernement cen-

tral fait pour les nourrir », a-t-il déclaré. A Kalehe, Kabare, dans la prison de Bukavu et ailleurs, a-t-il renchéri, on a l'impression que les prisonniers ne mangent pas. Raison pour laquelle, a expliqué le chef de la délégation de la société civile, ils ont voulu savoir " si le gouvernement central contrôle la passation des marchés des fournisseurs des vivres dans les prisons ».

Outre les conditions de détention des prisonniers, le vice-ministre

de la Justice et ses hôtes ont parlé de la délocalisation de la prison de Bukavu. A en croire Adrien Zawadi, il n'est pas question de délocaliser cette prison centrale sans une étude préalable pour évaluer le coût réel de l'emplacement aujourd'hui et la valeur de la prison qui sera construite.

La délégation de la société civile a également plaidé pour la mise en place d'un programme de réinsertion de jeunes lorsqu'ils sortent de la prison. Ce pro-

gramme leur permettra d'être utiles à la société par l'apprentissage des métiers. « Quand ils quittent la prison, ils deviennent radicalisés et beaucoup plus dangereux dans la communauté. Il faut qu'on puisse avoir un programme de rééducation pour que, quand les jeunes entrent en prison et qu'ils sont libérés, ils soient bénéfiques à la communauté que dangereux », a indiqué Adrien Zawadi.

Blandine Lusimana



SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET N°001/ DURQuaP /2021
REPUBLICQUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION
DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQuaP)

EN VUE DU RECRUTEMENT DU RESPONSABLE EN GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIÈRE ET COMPTABLE (RAFC) DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRÉCAIRES (DURQuaP). N° de Prêt : BIRD 8588-CG

1. Contexte et justification

Dans le cadre du soutien au programme d'investissement dans l'infrastructure visant à stimuler les économies locales et à améliorer les conditions de vie des populations lancé par les autorités Congolaises en 2004, la Banque Mondiale a accordé au Gouvernement de la République du Congo, conformément à l'accord de prêt 8588-CG du 07 décembre 2016, un prêt en vue de financer les activités du projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP), restructuré en 2017 dont la date de clôture était prévue pour le 18 mai 2021. En vue de la finalisation de certaines activités d'une importance capitale qui n'avaient pas pu être achevées avant la date de clôture, la Banque a accordé sur la demande du Gouvernement une rallonge du projet pour une durée de 13 mois soit jusqu'au 30 juin 2022.

Ainsi, en vue de la gestion fiduciaire de la mise œuvre des dites activités, l'Unité de gestion du projet DURQuaP a jugé opportun de recruter un Responsable Administratif, Financier et Comptable.

2. Objectifs de la consultation

Le (la) Responsable en Gestion Administrative, Financière et Comptable est un membre de l'Unité de Coordination du Projet DURQuaP. Il (elle) est responsable de toutes les activités du Projet relatives à l'administration, aux finances et à la comptabilité. Il (elle) est placé(e) sous la supervision du Coordinateur du Projet à qui il (elle) rend compte. Il (elle) est chargé(e) de :

- Encadrer et coordonner toute l'activité administrative, financière et comptable (finance, comptabilité, juridique et fiscal, système d'information et organisation);
- Appliquer au niveau de l'UCP l'ensemble des procédures comptables et financières énoncées dans les manuels du Projet et les directives du BIRD
- S'assurer des bonnes conditions d'une gestion financière satisfaisante du projet;
- S'assurer de la gestion efficace des ressources financières et comptables du projet, conformément aux procédures en vigueur et aux manuels d'opérations du projet;
- Encadrer ses subordonnés dans l'accomplissement de leurs tâches et évaluer leur performance;
- Assurer la saine gestion des ressources humaines, matérielles et financières du Programme;
- Garantir l'exactitude et la régularité de la comptabilité et la bonne utilisation des fonds mis à la disposition du DURQuaP;
- Assurer la gestion des immobilisations;
- Assurer les menus achats nécessaires au fonctionnement courant de l'UCP.

3. Description des tâches

Dans le cadre de son mandat, le (la) Responsable en Gestion Administrative, Financière et Comptable est chargé de :

a) Au titre des Finances :

- Encadrer et superviser le staff financier et

comptable du Programme, tant de la Coordination que des antennes provinciales ;

- Elaborer et gérer efficacement le budget de trésorerie conformément au manuel des procédures ;
- Tenir à jour et suivre les engagements contractés en adéquation avec les ressources disponibles du Programme ;
- Gérer au quotidien les relations avec les Banques et suivre les instructions données aux banques ;
- Etablir et actualiser le tableau des conditions bancaires et veiller à leurs correcte application ;
- Etc.

b) Au titre de la gestion des ressources humaines :

- Assurer la bonne tenue des dossiers du personnel ;
- Assurer le suivi des présences, des absences, des maladies ;
- Veiller à la signature des contrats de service des contractuels et à la gestion de ceux-ci ;
- Assurer le respect de la réglementation sociale ;
- Elaborer le calendrier des évaluations annuelles du staff et veiller à la réalisation de ces évaluations ;
- Etc.

c) Au titre de la gestion informatique :

- Superviser le responsable informatique ;
- Concevoir l'organisation générale du traitement de l'information ;
- S'assurer de la protection physique et logique de l'accès au système ;
- Veiller à la maintenance des matériels et logiciels ;
- S'assurer de la mise en place de sauvegardes selon les normes ;
- S'assurer de la qualité de l'antivirus utilisé,

d) Au titre de la comptabilité :

- S'assurer de la bonne tenue, au jour le jour, de la comptabilité ;
- Contrôler les analyses des comptes ;
- Etablir et vérifier les états financiers annuels et périodiques ;
- S'assurer du bon classement des pièces comptables ;
- Proposer toute amélioration des procédures comptables ;
- Etc.

e) Au titre du budget et contrôle de gestion :

- Préparer, consolider et mettre à jour le budget du projet et du plan de financement correspondant selon le programme de travail arrêté et faire le suivi périodique ;
- Préparer et soumettre le planning de liquidité et la programmation des flux de trésorerie ;
- Élaborer et mettre à jour des états faisant apparaître les montants alloués, les engagements, les dépenses et les estimations des activités programmées et tous les rapports nécessaires aux examens périodiques ;
- Préparer les rapports financiers requis pour chaque projet ;

• Etc.

f) Au niveau administratif :

- Superviser l'élaboration et/ou actualisation du manuel des procédures administratives, financière et comptable du Projet ;
- Assurer la mise en œuvre effective des dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables ;
- Assurer le classement et l'archivage des principaux documents du Projet (Accord de financement, manuel d'exécution du Projet, Lettre de décaissement et dossiers du personnel) ;
- Assurer la paie et la gestion des ressources humaines ;
- Gérer les questions juridiques du projet ;
- Etc.

4. Qualifications et profil requis

Le (la) candidat (e) doit :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum maîtrise (Bac+4) ou équivalent (MSTCF, DESCF/ DSCG, DESS, etc.) en comptabilité, sciences économiques et financières ou toute autre discipline équivalente d'une institution connue (diplôme d'une école de commerce de réputation par exemple) ;
- Un diplôme professionnel supérieur en comptabilité du type Expert-Comptable (CPA, DEC, ACCA, ACA, etc.) reconnu par un ordre professionnel comptable international, et ou de même qu'un diplôme en gestion de projet de développement serait un atout ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins (10) ans en gestion administrative et financière dans une entreprise privée, dans les projets de développement, ou autre expérience professionnelle jugée équivalente (en cabinet d'audit et d'expertise comptable) dont au moins 5 ans à des postes de responsabilité (Directeur comptable, Directeur Administratif et Financier, Contrôleur de gestion, Auditeur Manager, etc.) ;
- La connaissance des règles et procédures de la Banque mondiale (comptabilité, budget, procédures de décaissement, passation des marchés, etc.) serait un atout ;
- Une expérience pratique d'au moins trois (03) ans dans les domaines de gestion administrative, comptable et financière de structures financées par les Bailleurs de fonds internationaux (UE, IDA/ Banque Mondiale, BAD, DFID, les Agences de l'ONU) serait un atout ;
- Une expérience et une connaissance approfondie de la gestion financière publique serait un atout ;
- Avoir une maîtrise complète des outils informatisés de gestion financière et de systèmes comptables tels que TOMPRO ;
- Avoir une bonne connaissance informatique des logiciels bureautiques (Word, Excel, Power Point, internet Explorer, et autres outils de communication) ;
- Avoir d'excellentes compétences en gestion d'équipe ;
- Une expérience en matière d'audit interne, des systèmes et procédures de contrôle interne aussi bien la capacité d'évaluer de tels systèmes et de faire des recommandations afin de corriger d'éventuelles insuffi-

sances serait un atout ;

- Faire montre d'une expérience dans la préparation et l'analyse des états financiers, y compris ceux qui font la liaison entre les informations financières et non-financières ;
- Avoir la capacité d'analyser l'impact des réserves éventuelles et des insuffisances mentionnées dans les rapports de contrôle interne ;
- Avoir la capacité de travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire et à traiter des questions difficiles et complexes avec des cadres de hauts niveaux.
- Parler et écrire parfaitement le français et avoir de bonnes connaissances (écrit et parlé) de l'anglais.
- Bonne probité morale.

5. Durée de la mission

Le (la) candidat (e) retenu (e) sera invité (e) à signer un contrat d'une année non-renouvelable compte tenu de la date de clôture du projet fixée au 30 juin 2022 du Projet avec une période d'essai d'un (01) mois.

6. Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comprendre :

- Une lettre de motivation ;
- Un CV détaillé à jour mentionnant la date de début et de fin de chaque expérience professionnelle ;
- Copie (s) certifiée (s) du (des) diplôme (s) ;
- Une (des) attestation (s) de travail.

7. Informations Supplémentaires

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » édition de janvier 2011, révisé en juillet 2014, (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 25 août 2021 à 13 h 00 (heures locales) et porter expressément la mention « Candidature au poste Responsable en Gestion Administrative, Financière et Comptable (RAFC) du projet DURQuaP ».

Secrétariat DURQuaP

A l'attention du Coordonnateur

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 3ème étage Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya) ; Croisement Route de la Base militaire avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO ; BP: 14 729 - Brazzaville - République du Congo.
Tél : 22 613 90 36 / (+ 242) 05 776 90 57 / 06 667 22 29
Email : cepdurquapdgg@gmail.com

**Le Coordonnateur du Projet,
Alain Alfred ELELI. -**

DROITS HUMAINS

Une soirée culturelle à l'honneur des peuples autochtones

A l'occasion de la 27^e journée internationale des peuples autochtones célébrée le 9 août dernier, l'association Cercle des actions sociales pour la prise en charge de la personne vulnérable (CAPV), que dirige Onaire Mesmin Oba, a organisé une soirée culturelle à Pointe-Noire dédiée à cette population.

Face au public ponténégrin, les autochtones venus de Sibiti, dans le département de la Lekoumou, du quartier Bènè à Gamboma, dans le département des Plateaux, et ceux de Pointe-Noire ont fait entendre leurs voix à travers leur savoir-faire dans le domaine de la pharmacopée et leur réticence sur la scolarisation de leurs enfants.

En effet, dans son action d'évangélisation et d'incitation à la scolarisation de l'enfant autochtone, le président du CAPV a initié une scène théâtrale qui a été jouée par les autochtones afin d'exprimer aux autorités présentes, comment certains chefs de famille autochtone s'opposent à l'éducation de leurs enfants.

Cet extrait de théâtre relate qu'un chef de famille ne connaissant pas l'importance et le pourquoi un enfant doit aller à l'école, empêche catégoriquement à ce dernier d'y aller, au profit des travaux champêtres. Par contre, un autre chef de famille averti, dont les enfants fréquentent avec les enfants bantous dans la même école, demande au jeune garçon d'aller porter plainte contre son père après avoir convaincu son ami autant de fois sans succès. Celui-ci reçoit la convocation et se rend au poste de police, accompagné de son fils (le plaignant). Arrivé sur les lieux, le policier qui le reçoit lui convainc de laisser l'enfant apprendre avant de lui présenter l'importance de l'éducation scolaire dont lui-même (policier) est un exemple. Séduit d'apprendre que ce policier qui a joué la scène avec eux est un vrai autochtone recruté à l'armée nationale comme tout autre policier congolais, il a accepté de céder.

C'est, d'ailleurs, la campagne d'in-



Le policier autochtone exhorte un parent autochtone à envoyer les enfants à l'école/Adiacitation à la scolarisation des enfants que le CAPV mène dans les départements du sud du pays et dans la sous-région. «Nous travaillons avec la communauté autochtone de la Lekoumou avec une expérience dans la sous-région, nous avons mené les campagnes d'évangélisation et d'incitation à la scolarisation de l'enfant autochtone, en Guinée équatoriale, en RDC, au Gabon et au Rwanda. C'est toujours dans cet élan que depuis 2013 nous célébrons ces journées avec les autochtones tout en se référant du passage biblique qui parle des habitants de la forêt, notamment dans « Cantique des cantiques verset 13 », a indiqué Onaire Mesmin Oba.

Après cette scène, le public a échangé avec les autochtones devant leurs huttes érigées pour la circonstance et visité les stands des produits de la pharmacopée. Ces échanges ont permis aux Ponténégrins de se rendre compte du

savoir-faire des autochtones dans le domaine de pharmacie traditionnelle. A cet effet, leur séjour est prolongé dans la ville océane pour leur permettre de soigner ceux qui veulent tenter leur expérience. Des consultations sont réalisées avant tout traitement à base des feuilles et des écorces des arbres. La prostate, la faiblesse sexuelle, le diabète, la stérilité et autres sont des pathologies qu'ils entendent soigner.

Notons que cette cérémonie a été aussi marquée par l'exposé du Dr Xavier Kitsimbou sur l'analyse de la loi 005 du 5 février 2011 et ses décrets d'application. Le gouvernement congolais s'est impliqué dans la prise des mesures sur le respect des droits des autochtones, la protection contre toute forme de discrimination, le maintien des structures et leur mode de vie traditionnelle mais l'effectivité de ces mesures se pose encore sur le terrain.

Charlem Léa Itoua

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Les activités agropastorales seront au rendez-vous

Promouvoir les activités agropastorales à travers une foire inter-arrondissements, c'est l'option prise par la préfecture du département de Pointe-Noire cette année pour marquer la fête nationale de l'indépendance. Deux sites ont été retenus afin d'abriter cet événement qui se tiendra du 13 au 15 août.

La foire se déroulera sur le thème «Consommons désormais les produits congolais». Elle réunira les producteurs des six arrondissements de Pointe-Noire ainsi que ceux de la communauté urbaine de Tchiamba Nzassi évoluant dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'artisanat. L'événement est initié par la préfecture de Pointe-Noire en vue de contribuer à la promotion de la production locale et à la valorisation des acteurs ainsi que des métiers des secteurs concernés. Celui-ci se tiendra sur deux sites.

Le premier est le lycée agricole de Ngoyo (ex-Cema) qui accueillera les producteurs des arrondissements 1 Emery Patrice Lumumba, 3 Tié-Tié, 6 Ngoyo ainsi que de la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi. Le second site c'est la Chambre consulaire de Pointe-Noire où seront installés les producteurs des arrondissements 2 Mvoumou, 4 Loandjili et 5 Mongo-Mpoukou. Les personnes désirant participer à la foire peuvent se rapprocher des directions départementales de l'agriculture, de la pêche de l'élevage et de l'artisanat et également de la Chambre de commerce pour avoir des plus amples informations et s'inscrire.

La préfecture de Pointe-Noire offre, par cette foire, la possibilité aux Ponténégrins de découvrir le potentiel agro pastoral et artisanal du département, d'apprécier et de s'approvisionner en produits locaux de bonne qualité et surtout bios.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

COVID-19

Le salut à mains nues revient en force

Au cours des diverses activités politiques, économiques, culturelles, sportives, etc., qui se tiennent à Brazzaville tout comme à Pointe-Noire, les saluts à mains nues et par contact physique reviennent en force.

Dans le tout dernier communiqué de la coordination nationale de gestion de la pandémie, le 23 juillet dernier, il a été constaté le déni de la maladie dans une partie de la population et l'observation des gestes barrières. C'est ainsi qu'il y avait été décidé du maintien du port obligatoire et conforme du masque de protection, de l'observation partout, et par tous, de toutes les mesures barrières. Dans la même lignée, obliger, sous peine de forte amende, les transporteurs en commun (autocars, taxis, trains, bateaux, hélicoptères et avions) et privés (voiture, bateaux et avions privés) à respecter la distanciation physique et à exiger de tout passager à bord le port conforme du masque de protection individuelle. Exiger des gérants des bars, restaurants et autres lieux de rassemblement de privilégier l'accueil des clients ou du public en extérieur et d'aérer des espaces d'intérieur lorsqu'ils reçoivent de la clientèle ou du public.

Le constat qui se fait chaque jour est que de plus en plus, le port conforme des bavettes et la distanciation physique ne sont plus respectés. En plus, les saluts s'effectuent maintenant par des mains et les accolades ont repris dans des milieux sociaux.

Faustin Akono

DU NOUVEAU DANS LE TRANSPORT DES MARCHANDISES ET CONTENEURS

LA LIGNE DIRECTE

POINTE-NOIRE → QUESSO

GAMBOMA-DYO-DWANDO-MAKOUA-QUESSO

TRANSPORTEZ VOS MARCHANDISES

JUSQU'AU NORD SANS PASSER PAR BRAZZAVILLE!!

Départ:

tous les Samédis

Contacts

(+242) 06 702 15 25

05 311 91 99

Direction : (+242) 06 587 44 60/ 05 728 88 33

contact@oceandunord.com

www.oceandunord.com

UNE ADRESSE E-MAIL

POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES

PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PHOTOGRAPHIE

Mbongui art prévoit une table ronde

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la photographie, le 19 août prochain, la plateforme Mbongui art photo (MAP) organisera une table ronde au Centre culturel russe (CCR) sur le thème « De l'argentique au numérique ».

Comme dans tous les secteurs, la révolution technologique a transformé les méthodes de travail. Dans le secteur de l'image notamment, on a basculé de l'argentique au numérique. La photographie argentique est une technique photographique qui permet l'obtention d'une image grâce à un processus photo-chimique comprenant l'exposition d'une pellicule sensible à la lumière puis son développement et, éventuellement, son tirage sur papier.

La photographie numérique s'oppose un peu à la photographie argentique. Elle recouvre, quant à elle, l'ensemble des techniques permettant l'obtention d'une photographie via l'utilisation d'un capteur électronique comme surface photosensible, ainsi que les techniques de traitement et de diffusion qui en découlent.

La thématique retenue pour la journée du 19 août qu'organise le MAP en partenariat avec le

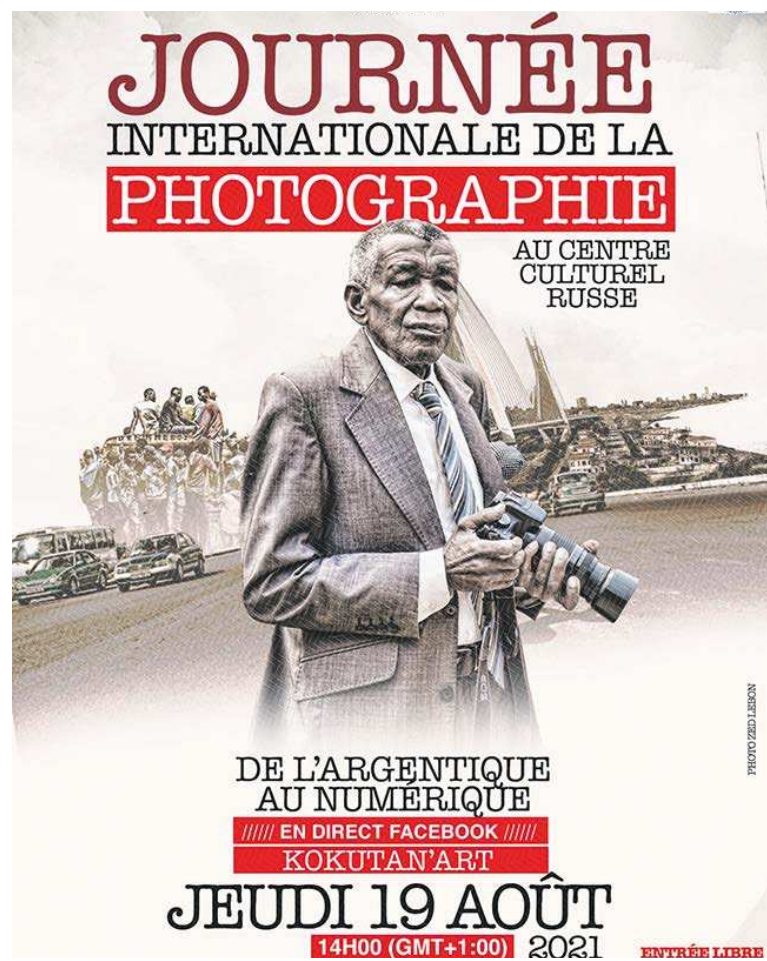
CCR se veut donc une véritable confrontation d'époque et des changements qu'a connu le secteur de la photographie durant ces dernières années. C'est donc dans une approche d'échange et de partage d'expérience entre les photographes de différentes générations que sera célébrée la Journée internationale de la photographie à Brazzaville.

La table ronde prévue à cette occasion sera animée par Victor Miakaba dit Makabus, l'un des pionniers de la photographie au Congo encore en exercice, et Bienvenu Boudimbou, journaliste et enseignant-chercheur à l'Université Marien-Ngouabi. Pour animer ce panel, le choix s'est porté sur Makabus, car il a su parcourir le temps dans ce métier.

« C'est au début des années 1970 que Makabus se forme en photographie. Il a connu le grand format, cet appareil où il fallait plonger toute la

tête dans l'objectif pour faire des images. A son époque, une fois les photos réalisées, il fallait attendre quinze jours, après avoir envoyé les clichés en France, pour apprécier les images réalisées. Et même des années après, Makabus est encore présent sur le terrain », a confié Lebon Ziavoula, responsable du MAP et initiateur de la dite rencontre photographique. Notons que cette table ronde photographique se tiendra en présentiel et en live. « En présentiel, l'événement se déroulera avec un nombre limité de personnes et seuls ceux qui se seront manifestés sur notre page Facebook pourront y avoir accès. Sinon, la table ronde se déroulera aussi en format numérique, en direct sur notre page pour permettre à tout le monde de la suivre à distance », a fait savoir Lebon Ziavoula.

Merveille Atipo



VULGARISATION DU MUAY-THAI AU CONGO

Crice Boussoukou compte sur l'apport de tous

Au cours d'une visite, le 10 août des infrastructures sportives de Brazzaville, le double champion du monde et d'Europe en boxe thaïlandaise ou Muay-thaï, le Congolais Crice Boussoukou a invité les sportifs et les acteurs politiques à mettre la main dans la pâte afin de valoriser cette discipline au Congo.



La délégation de Crice Boussoukou au gymnase Etienne Manga/Adiac

Profitant de son séjour au pays natal, Crice Boussoukou a été surpris de savoir que le Congo possède des gymnases et Palais des sports susceptibles d'abriter des grandes compétitions de boxe. Il a visité tour à tour le gymnase Etienne-Monga, à Ouenzé, Nicole-Oba, à Talangai, et le Palais des sports de Kintélé. Crice Boussoukou et sa suite ont apprécié la qualité des infrastructures que compte le Congo mais il a déploré le manque d'utilisation de ces établissements.

En compagnie des dirigeants sportifs, notamment le président de l'association sportive Tosa Obika, Francis Ata, qui a parrainé cette ac-

tivité, puis du directeur technique national du comité national de full contact, Boubacar Fofana et autres, Crice Boussoukou a signifié qu'il prépare une compétition internationale de boxe au Congo. « Nous sommes venus visiter les endroits où nous pouvons organiser des championnats de grand niveau. Nous avons vraiment de beaux bijoux qui méritent d'être valorisés. Même dans des pays développés, il est difficile de voir des espaces comme ceux-ci dans une même ville. Que le gouvernement nous accompagne afin de permettre aux jeunes de s'exprimer. J'ai l'expérience et je suis prêt

à la partager avec mes compatriotes », a-t-il indiqué.

Natif de Dolisie, dans le département du Niari, Crice Boussoukou a quitté le Congo pour l'Europe à l'âge de 11 ans. Lors de cette visite, il a promis de faire un tour dans plusieurs autres localités du pays. La boxe thaïlandaise, ou muay-thaï « boxe du peuple thaï », abrégée en boxe thaï, est un art martial, plus précisément un sport de combat, classé parmi les boxes pieds-poings. Elle est surnommée l'art des huit membres en référence aux huit parties utilisées des bras et jambes. Les pratiquants sont appelés nak muays.

Rude Ngoma

CLOSE COMBAT

Le Congo et la fédération internationale raffermissent leur lien



Le développement du close combat au Congo est à l'ordre du jour

Le directeur général des sports, Jean Robert Biendélé, a échangé avec le président de la Fédération internationale de close-combat, Jean Marc De Morgues Le Grand, sur l'accompagnement de l'Etat à l'égard de la fédération nationale. Le développement du close combat au Congo était également à l'ordre du jour. En présence du directeur des activités sportives, Gin Clore Samba Samba, ainsi que du directeur technique national de la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées, le moniteur Roland Francis Mahoungou, les deux personnalités ont évoqué des points relatifs à la vie et la survie de la fédération mais aussi aux rapports entre celle-ci et la FICC. Jean Robert Biendélé a rappelé à ses hôtes l'engagement du ministère des Sports à accompagner le close-combat dans sa marche vers un développement harmonieux.

R.Ng.